

Soutien à Frédéric Vuillaume, inquiétude quant au droit de manifester en France.

Communiqué de presse
Le 16 mai 2021

Alternatiba-Besançon s'associe pleinement à la campagne de soutien au syndicaliste bisontin Frédéric Vuillaume lancée par Amnesty International.

Depuis deux ans, **il est la cible régulière des autorités** parce qu'il participe activement à des manifestations. L'exercice pacifique de son droit de manifester lui a valu **sept gardes à vues, des perquisitions à son domicile, des amendes à répétition, des procès.**

Jeudi 20 mai prochain, à Dijon, **il sera jugé pour « participation à un attroupement »**, un délit passible d'un an de prison et 15 000 euros d'amendes, pour avoir manifesté contre la loi *Sécurité Globale* le 5 décembre dernier.

L'histoire de Frédéric Vuillaume n'est pas un fait isolé, elle est le symbole **d'une atteinte profonde à la liberté de manifester dans notre pays.** Amnesty International a publié une enquête de dix-huit mois qui documente ce phénomène. Il y est montré que depuis 2018, des milliers de personnes ont été verbalisées, interpellées, arrêtées et poursuivies en justice pour des activités pacifiques qui n'auraient pas dû être considérées comme des infractions. **Amnesty International dénonce ces arrestations et poursuites arbitraires,** mais aussi les arrestations préventives injustifiées, qui forment une attaque sans précédent contre le droit de réunion pacifique. Elle rappelle que depuis 2018, les autorités ont utilisé de façon massive des lois contraires au droit international afin de réprimer les manifestations.

Défendre Frédéric Vuillaume, c'est défendre nos manifestations citoyennes présentes et à venir. C'est rappeler aux autorités françaises qu'il n'est pas acceptable que des manifestant.e.s pacifiques soit assimilé.e.s à des délinquants.

Alternatiba-Besançon relaie et soutient donc vivement l'appel à rassemblement du jeudi 20 mai prochain, à 8h, devant le tribunal de Dijon, afin que les charges retenues contre Frédéric Vuillaume soient abandonnées. Notre droit de manifester est en jeu.

**ALTERNATIBA
BESANÇON**

